

RAPPORT DE RESTITUTION

Déconstruire le terrorisme islamiste en Tunisie

ATELIER DE REFLEXION SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Dans le cadre du Forum des relations entre l'Union européenne et le Moyen-Orient

Tunis, les 25-27 février 2016

En partenariat avec

Sommaire

Organisateurs, 3

Intervenants et participants, 4

Remerciements, 5

Avertissement, 5

Introduction, 6

Principales conclusions, 8

Militantisme islamiste : Acteurs clés, liens régionaux et développement historique, 11

Causes de la radicalisation, 14

Expériences de « déradicalisation » et recommandations des participants, 17

Organisateurs



Le Labo' Démocratique est une association tunisienne à caractère scientifique qui se réclame des principes de la déclaration universelle des droits de l'homme et qui a pour but de contribuer, en toute indépendance, à l'instauration et à l'enracinement d'une démocratie innovante et vivante, à travers trois approches:

- Recherche, analyse et débat
- Mise en œuvre d'actions expérimentales ciblées
- Propositions aux pouvoirs publics, à la société civile et à l'opinion publique

Le Labo' Démocratique travaille essentiellement sur trois thématiques:

- Culture démocratique
- Sécurité et justice
- Relations internationales



Le Conseil allemand des relations étrangères (DGAP) est une organisation indépendante, non partisane et à but non lucratif. Think tank et éditeur, la DGAP promeut le débat public sur la politique étrangère en Allemagne depuis plus de 50 ans.

Ses objectifs sont de promouvoir et contribuer aux débats de politique étrangère en Allemagne, conseiller les décideurs du monde politique, des affaires et de la société civile, et d'informer le public sur les questions de politique étrangère.

Le DGAP comprend le think tank, la revue Internationale Politik, la bibliothèque et le centre de documentation, et la plateforme Jeune DGAP.

Intervenants et participants

Intervenants

Sarah Hartman (Allemagne)
Salma Chaari (Tunisie)
Mohamed Iqbel Ben Rejeb (Tunisie)
Youssef Cherif (Tunisie)
Ahmed Driss (Tunisie)
Amel Karboul (Tunisie)
Hamza Meddeb (Tunisie)
Corinna Mullin (Royaume Uni/Etats-Unis)
Julia Reinelt (Allemagne)

Participants

Yadh Ben Messaoud (Tunisie)
Charis Boutier (Grèce)
Hatem Dammak (Tunisie)
Mey Dudin (Allemagne)
Marwa Fatafta (Palestine)
Jonathan Hill (Royaume Uni)
Salim Hmimnat (Maroc)
Eya Jrad (Tunisie)
Alexander Knipperts (Allemagne)
Jérôme Kuchejda (Allemagne/France)
Katharina Pfannkuch (Allemagne)
Benjamin Preisler (Allemagne)
Edmund Rakta (Allemagne)
Regine Schwab (Allemagne)
Stefano Torelli (Italie)
Jorge Vazquez Costa (Espagne)
Lisa Watanabe (Royaume Uni)

Remerciements

Le Labo' Démocratique tient à remercier les participants ainsi que les organisations suivantes pour leur soutien :

Robert Bosch **Stiftung**



Avertissement

Les opinions exprimées dans ce rapport par les participants aux ateliers de réflexion sont celles de leur auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Labo' Démocratique.

Introduction

Ce rapport résume une grande partie des contributions des participants, ainsi que les discussions au cours des séances plénières et au sein du deuxième groupe de travail.

Pour quelle raison des personnes recourent-elles à la violence politique ? Il est tout aussi difficile de répondre à cette question que de définir les dynamiques de la radicalisation. Il y a quelque chose de profondément individuel dans cette dynamique de radicalisation mais il existe des pistes clés pour comprendre la dynamique de la montée ainsi que l'expansion du militantisme islamiste en Tunisie.

Le nombre croissant d'attaques terroristes en Tunisie a affecté le progrès et l'évolution qui ont vu le jour suite au soulèvement de 2011. Depuis le renversement du dictateur Zine El Abidine Ben Ali, les groupes extrémistes, en particulier dans les zones frontalières avec la Libye et l'Algérie, ne cessent de cibler les militaires et les forces de sécurité nationale. Parmi les groupes terroristes les plus actifs sont Ansar al-Sharia en Tunisie et Al-Qaïda au Maghreb islamique.

Plus récemment, les attaques ont commencé à cibler également les civils, et en particulier les zones touristiques, tuant 21 personnes dans le Musée du Bardo à Tunis et 38 personnes dans la ville touristique de Sousse. Ces attaques ont été ensuite revendiquées par l'Etat Islamique qui a attiré de nombreux Tunisiens à se joindre à la guerre en Syrie.

Les nombres plus importants de recrues, ainsi que les combattants retournés sont en effet Tunisiens. En outre, les turbulences sur les frontières avec la Libye et l'Algérie ont contribué à faciliter la circulation illégale d'armes et d'extrémistes visant à recruter des jeunes Tunisiens.

En réponse au nombre croissant d'attaques, le gouvernement tunisien a introduit de nouvelles lois pour lutter contre le terrorisme, ponctuées par la réintroduction de la peine de mort pour le terrorisme et l'octroi aux différents organes de l'Etat de prérogatives supplémentaires visant à assurer plus de surveillance, d'enquête et de poursuite. En même temps, l'Etat a resserré les mesures de sécurité à la frontière pour tenter de contrecarrer le flux des insurgés et la réduction des livraisons d'armes. Cependant, les nouvelles lois ont été fortement critiquées par les organisations de défense des droits humains pour être trop étendues et vagues, laissant les suspects de terrorisme vulnérables aux abus.

Malgré les efforts du gouvernement et l'intensification de la coopération en matière de sécurité avec les pays européens et aux États-Unis, les attaques terroristes, dont le but est de déstabiliser le pays et d'infliger le plus de dommages à son économie déjà faible, continuent.

La question de l'efficacité des mesures et des stratégies appropriées pour lutter contre le terrorisme est considérée comme vitale pour le pays lui-même mais aussi pour la région à une échelle plus large et pour l'Europe.

OBJECTIFS

- > Meilleure analyse et compréhension des multiples aspects de l'extrémisme islamique dans le contexte d'un environnement multidisciplinaire (les pistes historiques et les diverses affiliations à l'échelle internationale, les agendas des groupes armés, les raisons derrière leur popularité, leurs idéologies et leurs stratégies de recrutement);
- > Etude des contre-mesures prises par le gouvernement tunisien ainsi que les organismes européens et internationaux et destinées à lutter contre le terrorisme en Tunisie (stratégies militaires et sécuritaires, ainsi que les efforts de « déradicalisation » sur le terrain);
- > Compilation de discours académiques et non académiques et ce, en réunissant des chercheurs, des décideurs et d'autres praticiens.
- > Etablir un réseau entre les chercheurs arabes et européens, centres de recherche, des militants et des responsables impliqués dans l'étude du militantisme islamique en Tunisie.

Principales conclusions

01

Tous les efforts pour construire le concept de terrorisme en tant que concept juridique furent un fiasco, la nature de ce concept étant purement politique.

02

Les actes de terrorisme internationaux sont passés d'un but de modifier l'équilibre local des pouvoirs à celui de détruire les symboles et les expressions de la mondialisation économique et des systèmes politiques de la modernité occidentale, et ce, de manière directe ou indirecte, afin de préparer le terrain pour leur extension indépendamment des frontières ou des territoires.

03

La situation de l'Egypte est différente de la situation tunisienne. Le mouvement salafiste en Tunisie n'avait presque pas d'existence étant donné son interdiction d'agir dans le domaine public sous l'ère Ben Ali. En Egypte, les salafistes ont bénéficié du mouvement de la promotion de la vertu et la prévention du vice pour créer une base politique et créer par la suite une controverse quant à son rôle dans la vie politique.

04

Il y a un manque de compréhension claire des termes académiques (du terrorisme, de l'extrémisme et du militantisme, etc.) et la nécessité d'être plus précis spécialement pour les journalistes affectés à la couverture du phénomène et qui ont besoin de formations.

05

Une distinction doit être faite entre l'extrémisme individuel et l'extrémisme collectif. En Tunisie, il n'y a que des cas de personnes adoptant l'idéologie de DAECH. Cela signifie que l'organisation a une influence sur le plan idéologique, mais n'est pas une menace sur le plan structurel en Tunisie.

06

Le retour des djihadistes tunisiens sur le territoire tunisien est une question complexe et cela peut conduire à de nouveaux problèmes de sécurité comme il est apparu dans les attaques du Bardo et de Sousse. L'État devrait trouver des solutions innovantes pour les « déradicaliser » et les réintégrer dans la société.

07

La violence islamiste en Tunisie ne représente pas seulement un problème de sécurité. L'Etat tunisien a besoin de trouver des solutions politiques s'il veut éradiquer la violence et établir un processus de

dialogue et de confiance avec les populations des zones marginalisées. Seule la société est dans la capacité de mettre fin au récit terroriste. En Tunisie, aussi longtemps que le terrorisme ne cessera pas tant qu'il continuera de trouver de l'acceptation au sein de la société.

08

Les questions de violence politique ne sont pas séparées des grands discours socio-économiques, et doivent être considérées dans ce contexte afin de comprendre le stimulus initial. Les motifs et les objectifs des attaques terroristes changent selon le contexte politique. En réponse à la violence politique, tenter de traiter ses symptômes, sans traiter ses causes profondes, est sans réel impact.

09

Le rôle des réseaux sociaux ne peut être ignoré dans le processus de recrutement en ligne des djihadistes. Avec ledit « Etat islamique » qui utilise une stratégie efficace sur Internet, la violence politique a été également transférée dans le monde virtuel, ce qui la rend plus insaisissable et difficile à contrôler. Beaucoup de jeunes tunisiens recrutés proviennent de différents milieux sociaux et économiques et n'avaient eu aucun contact avec des groupes liés à la violence dans le passé. La raison pour laquelle certains jeunes ont eu recours à des moyens violents tandis que d'autres, malgré la similitude des épreuves par lesquelles ils passaient, ne l'ont pas fait, n'a pas été déterminée et nous pousse à aller plus loin dans les recherches pour mieux comprendre leur psychologie et trouver des moyens pour les atteindre.

10

Les stratégies de « déradicalisation » ne peuvent pas être abordées sans fixer d'abord la définition du concept de « déradicalisation », ses objectifs, ainsi que les parties considérées comme les plus aptes pour faire face à ces groupes et individus ciblés. L'Allemagne a mené une stratégie préventive réussie dans une certaine mesure, qui consiste à travailler à la fois sur l'Etat et la société. Alors que les agents de sécurité identifient les groupes à risque et essaient de les atteindre, les travailleurs sociaux se chargent de contacter directement les personnes en besoin de conseils. L'Etat fédéral délègue cette responsabilité à la société civile, lui prouvant sa confiance en ses capacités. Bien que l'expérience allemande offre toujours place à l'amélioration concernant les questions de financement de ces initiatives et de la communication avec les organisations de la société civile, elle peut être utile pour les pays qui sont exposés au terrorisme.

11

Il y a un énorme manque de collaboration entre les journalistes, les universitaires et les chercheurs, il est nécessaire de sensibiliser les journalistes lorsqu'il s'agit d'utiliser la terminologie du terrorisme.

12

Les leçons tirées du passé dans la lutte contre le terrorisme sont: la nécessité pour l'Homme de rétablir sa valeur humaine et l'humanisation des victimes, l'application de la règle de droit et le respect des procédures appropriées en dépit de leur lenteur, et enfin trouver de nouveaux moyens de lutte contre le terrorisme.

Le militantisme islamique : acteurs clés, liens régionaux et développement historique

Mettre le développement du militantisme islamique en Tunisie dans son contexte est essentiel pour l'avenir de l'expérience démocratique. En fait, tirer des leçons du passé est important pour assurer une transition démocratique réussie et éviter de faire les mêmes erreurs.

On ne peut pas nier que le mouvement a atteint son apogée après la révolution, en profitant du chaos qui s'est propagé entre 2012 et 2013, Al-Qaïda au Maghreb est retourné en Afrique du Nord et a déclenché une nouvelle ère de l'activisme en établissant une nouvelle base en Tunisie, la base du mont Châambi. Depuis lors, la pression politique sur le gouvernement islamique, qui a été accusé d'être doux envers les factions djihadistes islamiques qui ont commis des attaques violentes, n'a pas cessé, ce qui a conduit le parti Ennahdha à interdire Ansar al-Sharia d'agir sur la scène politique et de l'accuser d'être responsable des attentats terroristes et des assassinats. A cette époque, aucune preuve de l'existence de liens clairs entre Ansar al-Sharia et Qatiba-Oqba-Ibn-Nafi, qui était active dans le mont Châambi, n'a démontrée, mais le Parti islamique au pouvoir a créé un tel lien afin d'éviter le scénario des Frères musulmans égyptiens. De plus, il n'y avait aucune preuve réelle d'appartenance à la même organisation entre al-Qaïda et Ansar al-Sharia, à part que ces derniers partagent la même pensée, l'avancement fonctionnel du calendrier d'Al-Qaïda, et la dépendance financière. Mais le mouvement Oqba qui a émergé après la dissolution de Ansar al-Sharia a confirmé son appartenance plus tard à Al-Qaïda.

En conséquence, les dirigeants d'Ansar al-Sharia ont trouvé refuge en Libye. Dans cette période, de nouveaux réseaux terroristes ont été créés. Ainsi, la terre libyenne est devenue la nouvelle terre promise pour les djihadistes, qui a conduit à la transformation de l'intérêt des jeunes Tunisiens à aller en Libye à la place de la Syrie.

Mais en dépit de tout ce qui a été dit, le Salafisme Jihadiste a émergé bien avant la révolution. La Tunisie a connu ce mouvement avec les attaques contre la synagogue de Djerba en 2002 et depuis, la guerre contre le terrorisme a été déclenchée par le régime de Ben Ali. En outre, un grand nombre de jeunes tunisiens ont rejoint la guerre en Afghanistan en 2001 et la guerre en Irak en 2003 après l'invasion américaine.

Sous le règne de Ben Ali, la loi anti-terrorisme décrétait l'état d'urgence, qui est ensuite devenue la politique même de l'État. La nouvelle loi pour la lutte contre le terrorisme a

été adoptée en 2015 dans le contexte des attaques de Sousse. Elle comprend la peine de mort, une définition très large et vague du terrorisme, la criminalisation des dénonciateurs et la légalisation de la surveillance collective. Elle représente aussi un moyen de restriction du travail journalistique.

La sécurité nationale a, entre autres, été impliquée en ce qui concerne la réforme des institutions cruciales telles que le pouvoir judiciaire. Cette loi a aussi restreint le processus de la justice transitionnelle à travers les mesures de la loi anti-terroriste qui affectent l'accès aux archives présidentielles et la sécurité nationale ce qui met une barrière devant le traitement des dossiers relatifs à l'impunité. L'important est de savoir comment ces mesures portent atteinte à la primauté du droit et à la promotion de la transformation démocratique.

Le mouvement salafiste Jihadiste en Tunisie est une compilation de quatre générations de djihadistes:

- > Les djihadistes qui avaient rejoint l'Afghanistan en 2001
- > Les djihadistes qui ont rejoint l'Irak en 2003
- > Les djihadistes qui ont été radicalisés dans les prisons
- > Les jeunes générations qui ont rejoint le mouvement après la révolution à cause de la vigilance politique intense.

Le mouvement a connu après la révolution quatre divisions qui sont les suivantes:

- > La première division à la suite du débat interne qui a été marquée par l'absence de consensus entre les Salafistes tunisiens à propos de la création d'un mouvement institutionnalisé qui est Ansar al-Sharia.
- > La deuxième division était au sujet de la stratégie à adopter par le mouvement salafiste (djihad ou prédication) qui a conduit à l'adoption de la prédication et l'ouverture de la voie pour le djihad.
- > La troisième division était à propos de rejoindre le djihad syrien. A l'époque, Ansar al-Sharia n'était pas un mouvement institutionnalisé avec une hiérarchie définie, une stratégie est apparue en vertu de ce fait, qui consiste à prêcher en Tunisie et à faire le djihad à l'étranger.
- > La quatrième (et la plus importante) division, a eu lieu après la classification d'Ansar al-Sharia en tant que groupe terroriste et la scission entre le Front Nosra et l'Etat islamique, qui a créé une division dans la sphère arabe djihadiste. Depuis lors, les adeptes d'Ansar al-Sharia ont commencé à se joindre à l'une ou l'autre de ces organisations précitées.

Ces divisions ont créé une rivalité au sein des mouvements djihadistes. En effet, les attaques de Bardo ont été à la fois revendiquées par l'Etat islamique et Qatiba-Oqba, ce

qui signifie qu'en Tunisie, il n'y a pas de véritable débat entre les divers mouvements djihadistes. Il ne s'agit que de mouvements qui luttent pour la division géographique d'influence. Il est probable que cette concurrence augmente en raison des dynamiques interne et externe qui peuvent conduire à un risque élevé d'instabilité dans la région :

- > En Tunisie, nous assistons à une montée d'extrémisme dans les zones marginalisées en raison du vide créé par le consensus politique et la situation économique et sociale générale.
- > Extérieurement, il est clair que la première étincelle a éclaté suite à l'intervention d'un acteur externe et que le premier noyau de djihadistes en Tunisie dans le mont Châambi étant de nationalité Algérienne, étant donné que les tactiques (embuscades, etc.) étaient les mêmes.
- > En outre, la Libye est devenue une plate-forme régionale qui relie les extrémistes, une base logistique et un camp d'entraînement pour les terroristes.

Les causes de l'extrémisme

Pourquoi les gens se tournent vers la violence politique? La réponse à cette question et de déterminer la dynamique de l'extrémisme est une tâche difficile.

Les participants ont donné quelques-unes des clés pour comprendre la dynamique de la montée et de l'expansion de l'extrémisme en Tunisie.

Leurs opinions et points de vue étaient souvent redondants parfois divergents, voire même contradictoires. Mais ils ont convenu à la fin qu'il ya des facteurs et externes et internes qui ont contribué à la propagation de l'extrémisme.

Ces facteurs et raisons sont mentionnées dans la liste ci-dessous :

- > Certains participants ont mentionné la dé-légitimation des institutions religieuses comme une cause de l'extrémisme qui a conduit à un sentiment croissant de frustration et de déception, ce point de vue n'a été approuvé par tous les participants, en effet, il y en a certains qui croient que ce genre d'explications ont des contre-exemples. L'hypothèse selon laquelle les jeunes qui ont été radicalisés n'ont découvert la liberté religieuse qu'après la révolution a été réfutée par le fait que beaucoup de ceux qui ont rejoint le mouvement djihadiste n'ont rien à voir avec la religion et ainsi de suite. L'argument qui tend à présenter le manque de culture religieuse comme une cause de l'extrémisme (largement utilisé par l'argument des islamistes) n'est pas tout à fait faux si nous lui joignons d'autres facteurs.

- > La marginalisation multidimensionnelle des jeunes en Tunisie est l'une des causes les plus importantes de l'extrémisme. En fait, la décapitation du berger, âgé de 16 ans à Sidi Bouzid, a exprimé une nouvelle sorte de cruauté qui a dévoilé les six dimensions de la marginalisation:
 - Une dimension économique: le taux de chômage est de 30%.

 - Une dimension sociale: exclusion régionale, qui frappe les zones les plus conservatrices.

 - Une dimension politique: la révolution qui a éclaté à l'intérieur des zones marginalisées a été reprise par les autorités et les institutions, ainsi que par les figures et les organisations politiques influentes. Cela signifie que les gens qui ont

renversé le Président Zine El Abidine Ben Ali ne pouvaient pas convertir le mouvement qu'ils avaient déclenché en une organisation concrète.

- Une dimension civile

- Une dimension géographique: La capitale Tunis est différente des autres régions.

- Une dimension culturelle: dont les origines relèvent de l'héritage de la période postcoloniale ainsi que des pratiques du régime de Ben Ali.

Certains participants ont estimé que la marginalisation, l'analphabétisme et la pauvreté sont des arguments faciles à démonter, parce que beaucoup de recrues dans l'État islamique ne sont ni marginalisés et ni analphabètes.

- > Un sentiment profond contre le système qui produit le sentiment de non-appartenance à l'État tunisien, et c'est l'argument que l'on néglige. Cette absence d'un sentiment d'identité nationale est exactement ce qu'exploite l'État islamique, et qui affecte principalement les jeunes. Le récit national et le mythe de la Tunisie ont progressé immédiatement après l'indépendance autour de la personne de Bourguiba. À l'époque, le processus de construction de l'État a réussi à de nombreux aspects (éducation, économie, etc.) et a dépassé toutes sortes de discriminations. Dans les années quatre-vingt, avec la montée du régime de Ben Ali, le récit de l'État-nation qu'adoptait Bourguiba a été repris par Ben Ali. Cela a conduit à l'émergence d'une génération élevée dans une absence totale de l'identité nationale de l'État tunisien. Cette génération reliant principalement la Tunisie à l'État policier, à la corruption, à la déception et à une vision brouillée de l'avenir. Après la révolution, ces problèmes ont continué et ont conduit à la fureur des jeunes qui sont aujourd'hui plus attirés par le djihad que par la prédication, et cela peut être expliqué par le fait que les gens sont toujours à la recherche d'une cause pour laquelle se battre.
- > L'exclusion d'Ansar al-Sharia par le gouvernement de la Troïka a soulevé une sorte de répression contre les salafistes, même contre ceux qui ne font pas partie de ce mouvement. Ce qui a créé une nouvelle situation résultant plus d'extrémisme en raison des arrestations arbitraires, de la torture, etc. En résumé, le gouvernement de la troïka n'a pas réussi à gérer la situation. La classe politique dans son ensemble peut être considéré comme faible, ce qui a conduit les jeunes à lutter à leur manière contre le nouveau système.

- > Les liens externes: il est clair que la première étincelle a éclaté suite à l'intervention d'un acteur externe et que le premier noyau de djihadistes en Tunisie dans le mont Châambi étant de nationalité Algérienne, étant donné que les tactiques (embuscades, etc.) étaient les mêmes. En outre, la Libye est devenue une plate-forme régionale qui relie les extrémistes, une base logistique et un camp d'entraînement pour les terroristes.
- > De point de vue social et économique, bien que l'existence de l'économie parallèle ait devancé l'éclatement de la révolution, elle représente aujourd'hui le carburant pour le terrorisme. La frontière algérienne est contrôlée par al-Qaïda, tandis que les nouveaux groupes djihadistes bénéficient d'activités économiques illégales à la frontière libyenne.
- > Promotion de la propagande de l'Etat islamique par les journalistes: depuis 2014, et les médias internationaux sont devenus obsédés par la propagande menée par l'Etat islamique sur Internet sans pour autant être sûr de pouvoir contrôler le public. La pression la plus importante et qui affecte le travail est le temps qui presse, de sorte que la qualité de l'information publiée n'est pas considérée comme aussi importante que la vitesse de la publication des scoops. Les journalistes ne réalisent pas qu'ils aident l'Etat islamique dans la création d'idoles qui attirent les jeunes, hommes et femmes. En fait, DAECH est une organisation spéciale travaillant principalement sur la propagande et la communication pour attirer et recruter de nouveaux sympathisants et pour cette raison, les attaques doivent être perçues comme un outil potentiel pour le recrutement. Il y a aussi certains médias qui ont des orientations politiques spécifiques à la base, mais qui peuvent aussi être économiques.
- > L'absence d'une stratégie claire pour l'Etat de faire face à l'extrémisme et à la radicalisation.

Les expériences de « déradicalisation » et les recommandations des participants

Les stratégies de « déradicalisation » représentent un défi de plus pour l'Etat tunisien. En fait, la lutte contre le terrorisme diffère fortement de la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation.

Cette dernière nécessite une approche globale plus grande. Étant donné que le gouvernement n'a pas les outils et la formation nécessaires, il a tendance à recourir à des méthodes traditionnelles telles que la remise en état du prisonnier, qui a prouvé son inefficacité dans de nombreux cas. Les stratégies de dé-radicalisation en Allemagne et de "sécurité spirituelle" au Maroc ont été discutées dans les groupes de travail et les séances plénières, leur succès a été contesté par certains. Tenant compte du fait que les contextes varient d'un pays à l'autre, les expériences allemande et marocaine peuvent être le point focal des décideurs politiques et des organisations de la société civile en Tunisie.

Le travail harmonieux entre les institutions sécuritaires et la société civile a ajouté grandement au succès de la stratégie allemande. Étant donné que les questions d'identité, de psychologie, de marginalisation et de discrimination ne peuvent pas être résolues par des experts de sécurité, elles doivent être manipulées par des experts en la matière.

- > Selon l'Association de sauvetage des Tunisiens bloqués à l'étranger, qui est une association qui représente les familles de tunisiens bloqués à l'étranger (emprisonnés, disparus ou décédés) et qui travaille sur la facilitation de leur retour grâce à la coopération avec les ministères et les autorités compétentes pour leur réadaptation et leur réinsertion dans la société, le processus de dé-radicalisation se base sur deux axes:

- Une stratégie préventive: la prévention de ce phénomène commence à partir du noyau familial et c'est pour cette raison que les médias et les campagnes de sensibilisation doivent mettre l'accent sur le rôle de la famille dans le soutien des jeunes extrémistes. Il est possible de mettre en œuvre cette prévention par le biais des témoignages des familles dans les lieux publics et les établissements d'enseignement, et à travers l'art et la valorisation du rôle des jeunes et leur inclusion dans le processus de prise de décision.

- La stratégie thérapeutique: cette stratégie commence lorsque la stratégie préventive prend fin, donc lorsque la personne radicalisée s'isole des autres.

Le processus de dé-radicalisation évolue grâce au soutien de la famille et l'aide qu'elle apporte aux rapatriés pour les réintégrer et les réhabiliter. Au niveau de l'Etat, les organisations non-gouvernementales travaillent sur des programmes de réhabilitation des revenants (programme en cinq étapes séparées de plusieurs examens psychologiques), en plus d'un soutien qui basé sur une approche globale: la psychothérapie, et l'intervention d'imams et de soutien familial.

- > L'Etat devrait promouvoir la participation politique du mouvement salafiste en Tunisie. Il devrait également permettre l'émergence d'un climat en faveur de la coexistence des idées religieuses. Les groupes extrémistes ont profité du vide religieux, le gouvernement devrait donc promouvoir le climat adéquat pour discuter des idées religieuses en y faisant participer le peuple. L'Etat doit contrôler la sphère religieuse mais pas la réglementer.
- > Créer une coalition qui comprend les organisations de la société civile afin de prévenir l'extrémisme.
- > L'Etat devrait simplement revoir les règles du contrat social en redéfinissant l'image du pouvoir dans le pays.
- > La promotion des valeurs de l'Islam modéré parmi les repentis. L'expérience marocaine a réussi à ce jour dans la réintégration d'une grande partie des djihadistes depuis 2003, qui se sont débarrassés de leur extrémisme et sont maintenant des défenseurs fervents de la patrie et des valeurs locales.
- > Les journalistes devraient se demander avant de couvrir la propagande de « DAECH » si l'information vaut vraiment le risque de créer un personnage qui peut contribuer à soutenir le projet de "l'Etat islamique". Il est nécessaire de déterminer la nature des nouvelles à publier et d'effectuer une sélection des informations qui seront livrées à travers les médias. Il est aussi important de vérifier l'information à partir d'une variété de sources ainsi que de recueillir l'information sur le terrain afin de mettre les nouvelles dans leur contexte.
- > Toutes les personnes radicalisées ont le sens constant de l'injustice ; démolir leurs idées préconçues et essayer de promouvoir une réflexion critique sur leur point de vue mais aussi leurs échecs, deviennent nécessaires, leur faisant assumer la responsabilité.

- > Les grandes actions qui doivent être effectuées par la société civile : éviter les stigmates, développer des stratégies, collecter des données, travailler avec des entrepreneurs sociaux, empêcher la migration vers les zones de conflit, mener la lutte pour les droits de l'homme et la bataille continue de la justice transitionnelle, et se concentrer sur les zones marginalisées.
- > La coopération internationale est essentielle dans le Maghreb. Malheureusement, il semble que la Tunisie est le seul pays dans la région qui a un intérêt politique dans cette coopération, mais la première étape pourrait consister à installer des postes de police internationale à la frontière ou d'un mémorandum d'arrêt maghrébin comme le mémorandum d'arrêt européen.
- > Des coopératives doivent être formées entre les organisations nationales et internationales travaillant dans le domaine de la dé-radicalisation.
- > La première étape pour l'Europe pour faire face à ce phénomène, c'est de promouvoir la tolérance, le dialogue et la confiance en soi en dépit de la différence.

Tous les sujets mentionnés ci-dessus ont été discutés à la fois durant les séances plénières et dans le deuxième groupe de travail. L'atelier de travail a présenté une plate-forme ouverte pour l'échange d'idée, d'expériences et des recommandations en rapport avec la politique publique.

Son but était d'enquêter et de découvrir afin de mieux comprendre les facettes multiples du militantisme islamiste en Tunisie dans un environnement multidisciplinaire. Une tentative d'analyser les agendas, les affiliations de ces groupes, les raisons de leur attractivité ainsi que leur stratégie de recrutement a été effectuée.

Une évaluation critique des mesures prises à ce jour par le gouvernement tunisien mais aussi en Occident face à la crise devrait être faite. Il est aussi nécessaire de proposer des recommandations concrètes pour les politiques à court et moyen terme pour faire face à ce grave problème.



Le Labo' Démocratique

Matricule fiscal : 1273617/B

Adresse : 1, Rue BadiaaEzzamen, Cité Mahrajène Tunis, Tunisie Email:

labo.democratique@gmail.com

Site web: www.labodemocratique.org